

8° vanaf elf tot dertien jaar: twee dosissen tegen HPV (infecties veroorzaakt door het humaan papillomavirus), waarbij de tweede dosis zes maanden na de eerste dosis wordt gegeven;

9° vanaf vijftien tot zestien jaar: tetanus, difterie, kinkhoest, meningokokken uit de groepen A, W, C en Y.

**Art. 3.** Voor volwassenen bevat het vaccinatieschema de aanbevolen vaccinaties tegen de volgende ziekten:

1° voor zwangeren tussen de 24e en de 32e zwangerschapsweek: tetanus, difterie, kinkhoest, griep (influenza), waarbij de griepvaccinatie tijdens de jaarlijkse griepperiode ongeacht de zwangerschapsweek wordt aanbevolen;

2° vanaf 25 jaar om de tien jaar: tetanus, difterie, kinkhoest;

3° vanaf 65 jaar: pneumokokken (herhalingsinenting noodzakelijk naargelang van het vaccin), griep (influenza).

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

**Art. 5.** De minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 30 mei 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH  
De Viceminister-President,  
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,  
A. ANTONIADIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205041]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté ministériel déterminant les procédures d'activation de la fonction à prépaiement en gaz et abrogeant l'arrêté ministériel du 3 mars 2008

Le Ministre de l'Energie,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 32, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, les articles 33<sup>sexies</sup>, 34<sup>ter</sup> et 35;

Vu l'avis de la CWaPE du 17 février 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 60 jours, adressée au Conseil d'État le 13 juin 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 1/, des lois sur Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre " l'arrêté gaz " comme l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients, la procédure de placement d'un compteur à budget ou d'un compteur communicant et d'activation de la fonction de prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution envoie, dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 33<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté gaz, un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire de placement du compteur à budget ou du compteur communicant et de l'activation du prépaiement, dans le respect du délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur. Ce délai est ramené à quinze jours dans le cas où le compteur est déjà placé et que le prépaiement doit être activé;

2° mentionne la possibilité à pouvoir être représenté lors du placement du compteur à budget ou du compteur communicant, ainsi que le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 1°;

3° informe le client que dans le cas où le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue conformément aux points 1° et 2°, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, il sera considéré que le client refuse l'activation du prépaiement et que la procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprendra de plein droit.

§ 2. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, le placement d'un compteur à budget ou communicant, ou l'activation du prépaiement ne peuvent avoir lieu, pour cause d'absence du client, le gestionnaire de réseau de distribution laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement suite à son absence lors du premier passage et l'informant de la nouvelle date de passage pour activer le prépaiement.

§ 3. Si le placement ou l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu pour cause d'absence du client lors des deux passages du gestionnaire de réseau de distribution, de refus du client ou de refus d'accès à son domicile, ou pour cause d'impossibilité technique ou du caractère non économiquement raisonnable de l'activation du prépaiement, le gestionnaire de réseau adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement, en informe le fournisseur du client et annule la procédure d'activation du prépaiement. La suspension de la procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement prend fin.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients, la procédure d'activation de la fonction de prépaiement d'un compteur communicant déjà placé, le gestionnaire de réseau de distribution envoie, dans les sept jours de la réception de la demande visée à l'article 33<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté gaz, un courrier au client qui mentionne :

1° la date et l'heure de l'activation du prépaiement;

2° l'obligation d'activer le prépaiement dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur ;

3° le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution procède à l'activation du prépaiement à la date et à l'heure initialement prévue ou ultérieurement convenue avec le client.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement, la procédure de placement d'un compteur à budget ou compteur communicant et d'activation de la fonction de prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution envoie, dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 34<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup> 1°, de l'arrêté gaz, un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire de placement du compteur communicant et d'activation du prépaiement, dans le respect du délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur. Ce délai est ramené à quinze jours dans le cas où le compteur est déjà placé et que le prépaiement doit être activé;

2° mentionne son droit de signifier son refus de placement du compteur à budget ou du compteur communicant et l'activation du prépaiement, auprès de son fournisseur et le délai endéans lequel il doit le notifier, la possibilité à pouvoir être représenté lors du placement du compteur communicant ou du compteur à budget, ainsi que le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 1°;

3° informe le client que dans le cas où le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue conformément aux points 1° et 2°, pour cause d'absence du client, de refus du client, ou de refus d'accès à son domicile, il sera considéré que le client refuse l'activation du prépaiement et le fournisseur sera en droit de déposer une requête devant le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si le client signifie, auprès de son fournisseur, son refus de placement du compteur à budget ou communicant ou d'activation du prépaiement, ce dernier annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau de distribution dans les deux jours ouvrables de la réception de la signification du refus par le client.

§ 3. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, le placement du compteur à budget ou communicant et l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement suite à son absence lors du premier passage et l'informant de la nouvelle date de passage pour activer le prépaiement.

§ 4. Si l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu pour cause de refus du client, d'absence du client lors des deux passages du gestionnaire de réseau de distribution, ou si le client a refusé l'accès à son domicile, ou pour cause d'impossibilité technique ou de caractère non économiquement raisonnable de l'activation du prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement, en informe le fournisseur et annule la procédure de pose du compteur à budget ou du compteur communicant.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement, la procédure d'activation de la fonction de prépaiement, d'un compteur communicant déjà placé, le gestionnaire de réseau envoie dans les sept jours de la réception de la demande visée à l'article 34<sup>ter</sup> de l'arrêté gaz un courrier au client qui :

1° mentionne la date et l'heure prévue pour l'activation du prépaiement;

2° mentionne l'obligation d'activer le prépaiement dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur ;

3° mentionne son droit de notifier son refus d'activation de la fonction de prépaiement auprès de son fournisseur et le délai endéans lequel il doit le signifier pour que le fournisseur annule la procédure d'activation du prépaiement;

4° mentionne le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour d'activation du prépaiement dans le respect du délai prévu au point 2°;

5° informe le client qu'en cas de refus de l'activation de la fonction de prépaiement, le fournisseur sera en droit de déposer une requête devant le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si le client signifie son refus au fournisseur, le fournisseur annule la procédure de d'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau endéans les deux jours ouvrables de la signification du refus par le client.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement, et à la suite de la décision du juge de paix, la procédure d'activation de la fonction de prépaiement d'un compteur communicant déjà placé, le gestionnaire de réseau de distribution envoie, dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 35, § 2, de l'arrêté gaz, un courrier au client qui mentionne :

1° la date et l'heure de l'activation du prépaiement;

2° l'obligation d'activer le prépaiement dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur ;

3° le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution procède à l'activation du prépaiement à la date et à l'heure initialement prévue ou ultérieurement convenue avec le client.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'enclencher à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement et à la suite de la décision du juge de paix la procédure de placement d'un compteur à budget ou d'un compteur communicant et d'activation de la fonction à prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution envoie, dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 35, § 2, de l'arrêté gaz, un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire de placement du compteur à budget ou communicant et de l'activation du prépaiement, dans le respect du délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur. Ce délai est ramené à quinze jours dans le cas où le compteur est déjà placé et que le prépaiement doit être activé;

3° mentionne la possibilité à pouvoir être représenté lors du placement du compteur communicant et le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de l'heure visée au point 1° dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client qu'en cas de refus d'accès à son domicile, le fournisseur pourra solliciter la résiliation du contrat de fourniture auprès du juge de paix, sans préjudice d'autres modalités arrêtées par le juge de paix dans son jugement.

§ 2. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile ou si le placement est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure d'activation du prépaiement et informe le fournisseur des circonstances ayant amené à la non-activation du prépaiement.

En cas d'impossibilité d'activation du prépaiement, le fournisseur peut informer le gestionnaire de réseau de distribution des éventuels autres éléments de décision du jugement et de leur application.

**Art. 8.** Lors de l'activation du prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution procède à un relevé des index des consommations du client et signale au fournisseur la date d'activation du prépaiement et lui communique les index relevés de consommation, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution gaz et l'accès à ceux-ci.

Le fournisseur envoie, ensuite, un courrier au client lui notifiant la poursuite de son contrat en "mode prépaiement" et qu'une facture annuelle de régularisation sera établie. Le modèle du courrier précité est préalablement soumis à l'approbation de la CWaPE.

Le courrier visé à l'alinéa qui précède informe également le client qu'il ne recevra plus de facture d'acompte et uniquement une facture annuelle de régularisation, des tarifs standards programmés dans le compteur dans le cas du prépaiement, et pour les clients non protégés sur la différence potentielle avec le prix réel facturé par le fournisseur d'énergie conformément aux conditions contractuelles.

**Art. 9.** L'arrêté ministériel du 3 mars 2008 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement est abrogé.

Fait à Namur en deux exemplaires, le 7 septembre 2023.

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/205041]

#### 7. SEPTEMBER 2023 — Ministerieller Erlass zur Festlegung der Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion für Gas und zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 32 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 33<sup>sexies</sup>, 34<sup>ter</sup> und 35;

Aufgrund des Gutachtens der Wallonischen Kommission für Energie (CWaPE - "Commission wallonne pour l'énergie") vom 17. Februar 2023;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 13. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 60 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter "Gaserlass" der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt zu verstehen.

**Art. 2** - § 1. Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner Kunden das Verfahren zur Installierung eines Budgetzählers oder eines kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion in Gang zu setzen, übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 33<sup>sexies</sup> § 1 des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und der Zeitrahmen für die Installierung des Budgetzählers oder des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrens-antrags angegeben werden. Diese Frist wird auf fünfzehn Tage verkürzt, falls der Zähler bereits installiert ist und nur die Vorauszahlungsfunktion aktiviert werden muss;

2° die Möglichkeit erwähnt wird, bei der Installierung des Budgetzählers oder des kommunizierenden Zählers vertreten zu werden, sowie die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages und des Zeitrahmens unter Beachtung der in Ziffer 1 genannten Frist zu beantragen;

3° der Kunde darüber informiert wird, dass, falls die Installation nicht an dem ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum gemäß den Ziffern 1 und 2 stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, davon ausgegangen wird, dass der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlung verweigert und das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren von Rechts wegen wieder aufgenommen wird.

§ 2. Kann zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum gemäß Paragraf 1 Ziffern 1 und 2 die Installation eines Budget- oder kommunizierenden Zählers oder die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion aufgrund der Abwesenheit des Kunden nicht stattfinden, so hinterlässt der Verteilernetzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und übermittelt er dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion aufgrund seiner Abwesenheit beim ersten Besuch zu aktivieren, und in dem der Kunde über das neue Besuchsdatum für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion informiert wird.

§ 3. Kann die Installation oder die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht stattfinden, weil der Kunde bei den beiden Besuchen des Verteilernetzbetreibers abwesend ist, der Kunde sich weigert oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, oder weil die Aktivierung der Vorauszahlung technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar ist, so richtet der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, informiert er den Gasversorger des Kunden darüber und bricht er das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung ab. Die Aussetzung des im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbaren Verfahrens endet.

**Art. 3 - § 1.** Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner Kunden das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines bereits installierten kommunizierenden Zählers in Gang zu setzen, übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Kunden innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt des in Artikel 33<sup>sexies</sup> § 1 des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben, in dem Folgendes erwähnt wird:

1° das Datum und die Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

2° die Verpflichtung, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrens-Antrags zu aktivieren;

3° die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages bzw. des Zeitrahmens unter Beachtung der unter Ziffer 2 angegebenen Frist zu beantragen;

§ 2. Der Verteilernetzbetreiber führt die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion am Datum und zu der Uhrzeit, die ursprünglich vorgesehen oder nachträglich mit dem Kunden vereinbart wurden, durch.

**Art. 4 - § 1.** Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Verfahren zur Installation eines Budgetzählers oder kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion in Gang zu setzen, übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 34<sup>ter</sup> § 1 Ziffer 1 des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und der Zeitrahmen für die Installation des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrens-Antrags angegeben werden. Diese Frist wird auf fünfzehn Tage verkürzt, falls der Zähler bereits installiert ist und nur die Vorauszahlungsfunktion aktiviert werden muss;

2° sein Recht, die Verweigerung der Installation des Budgetzählers oder des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bei seinem Gasversorger mitzuteilen, sowie die Frist, innerhalb derer er dies mitteilen muss, die Möglichkeit, bei der Installation des kommunizierenden Zählers oder des Budgetzählers vertreten zu werden, sowie die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages bzw. des Zeitrahmens zu beantragen, unter Beachtung der unter Ziffer 1 genannten Frist, erwähnt werden;

3° der Kunde darüber informiert wird, dass, falls die Installation nicht an dem ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum gemäß den Ziffern 1 und 2 stattfinden kann, weil der Kunde abwesend ist, der Kunde sich weigert oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, davon ausgegangen wird, dass der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verweigert und der Gasversorger berechtigt ist, vor dem Friedensrichter einen Antrag auf Auflösung des Liefervertrags zu stellen.

§ 2. Wenn der Kunde seinem Gasversorger mitteilt, dass er die Installation des Budget- oder kommunikativen Zählers oder die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verweigert, bricht dieser das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beim Verteilernetzbetreiber innerhalb von zwei Werktagen nach Erhalt der Mitteilung der Verweigerung durch den Kunden ab.

§ 3. Kann zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum gemäß Paragraf 1 Ziffern 1 und 2 die Installation des Budget- oder kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlung nicht stattfinden, weil der Kunde abwesend ist, so hinterlässt der Netzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs und richtet er dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion aufgrund seiner Abwesenheit beim ersten Besuch zu aktivieren, und in dem der Kunde über das neue Besuchsdatum für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion informiert wird.

§ 4. Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht stattfinden, weil der Kunde sich weigert, bei den beiden Besuchen des Verteilernetzbetreibers abwesend ist, oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert hat, oder weil die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar ist, so übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, informiert er den Gasversorger darüber und bricht er das Verfahren zur Installation des Budgetzählers oder des kommunizierenden Zählers ab.

**Art. 5 - § 1.** Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden, das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, eines bereits installierten kommunizierenden Zählers in Gang zu setzen, übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt des in Artikel 34<sup>ter</sup> des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und die Uhrzeit angegeben werden, die für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion vorgesehen sind;

2° die Verpflichtung erwähnt wird, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrens-Antrags zu aktivieren;

3° sein Recht, die Verweigerung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bei seinem Gasversorger mitzuteilen, und die Frist, innerhalb derer er dies mitteilen muss, damit der Gasversorger das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion abbricht, erwähnt werden;

4° die Dienststelle erwähnt wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der unter Ziffer 2 angegebenen Frist zu beantragen;

5° der Kunde darüber informiert wird, dass der Gasversorger im Falle einer Verweigerung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion berechtigt ist, vor dem Friedensrichter einen Antrag auf Auflösung des Liefervertrags zu stellen.

§ 2. Wenn der Kunde dem Gasversorger seine Verweigerung mitteilt, bricht der Gasversorger das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung beim Netzbetreiber innerhalb von zwei Werktagen nach der Mitteilung der Verweigerung durch den Kunden ab.

**Art. 6 - § 1.** Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden und infolge des Beschlusses des Friedensrichters das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines bereits installierten kommunizierenden Zählers in Gang zu setzen, sendet der Verteilernetzbetreiber innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 35 § 2 des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben an den Kunden, in dem Folgendes erwähnt wird:

1° das Datum und die Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

2° die Verpflichtung, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb von fünfzehn Werktagen nach Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrensanktrags zu aktivieren;

3° die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages bzw. des Zeitrahmens unter Beachtung der unter Ziffer 2 angegebenen Frist zu beantragen;

§ 2. Der Verteilernetzbetreiber führt die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion am Datum und zu der Uhrzeit, die ursprünglich vorgesehen oder nachträglich mit dem Kunden vereinbart wurden, durch.

**Art. 7 - § 1.** Um auf Antrag eines Gasversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden und infolge des Beschlusses des Friedensrichters das Verfahren zur Installierung eines Budgetzählers oder eines kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion in Gang zu setzen, übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 35 § 2 des Gaserlasses genannten Antrags ein Schreiben an den Kunden, in dem:

1° das Datum und der Zeitrahmen für die Installierung des Budget- oder kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Gasversorger eingeleiteten Verfahrensanktrags erwähnt werden. Diese Frist wird auf fünfzehn Tage verkürzt, falls der Zähler bereits installiert ist und nur die Vorauszahlungsfunktion aktiviert werden muss;

3° die Möglichkeit erwähnt wird, bei der Installierung des kommunizierenden Zählers vertreten zu werden, sowie die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages und der Uhrzeit gemäß Ziffer 1 unter Beachtung der in Ziffer 2 genannten Frist zu beantragen;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass im Falle der Verweigerung des Zugangs zu seinem Wohnsitz der Gasversorger die Auflösung des Liefervertrags beim Friedensrichter beantragen kann, unbeschadet anderer Modalitäten, die der Friedensrichter in seinem Urteil festlegt.

§ 2. Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion zu dem in Paragraf 1 Ziffern 1 und 3 ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum nicht stattfinden, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert oder weil die Installierung technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar ist, so bricht der Verteilernetzbetreiber das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion ab und informiert er den Gasversorger über die Umstände, die zur Nichtaktivierung der Vorauszahlungsfunktion geführt haben.

Ist es nicht möglich, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, kann der Gasversorger den Verteilernetzbetreiber über eventuelle weitere Urteilsgrundlagen und deren Anwendung informieren.

**Art. 8 -** Bei der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion führt der Verteilernetzbetreiber eine Ablesung der Verbrauchsindexe des Kunden durch und meldet dem Gasversorger das Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und teilt ihm die Indexablesungen des Verbrauchs mit, gemäß den Bestimmungen der technischen Verordnung für die Verwaltung von und den Zugang zu Gasverteilungsnetzen.

Anschließend übermittelt der Gasversorger dem Kunden ein Schreiben, in dem er ihm mitteilt, dass sein Vertrag im "Vorauszahlungsmodus" fortgesetzt wird und dass eine jährliche Ausgleichsrechnung ausgestellt wird. Das Muster des oben genannten Schreibens wird der CWaPE vorab zur Genehmigung vorgelegt.

Durch das im vorstehenden Absatz genannte Schreiben wird der Kunde auch darüber informiert, dass er keine Anzahlungsrechnung mehr und nur noch eine jährliche Ausgleichsrechnung erhalten wird, der im Zähler programmierten Standardtarife im Falle der Vorauszahlung, und bei ungeschützten Kunden auf die potenzielle Abweichung vom tatsächlichen Preis, der vom Energieversorger gemäß den Vertragsbedingungen in Rechnung gestellt wird.

**Art. 9 -** Der Ministerielle Erlass vom 3 März 2008 zur Festlegung der Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Gas und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion wird aufgehoben.

Geschehen zu Namur in zweifacher Ausfertigung am 7. September 2023.

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/205041]

7 SEPTEMBER 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de procedures voor de activering van de vooruitbetalingsfunctie voor gas en tot opheffing van het ministerieel besluit van 3 maart 2008

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 32, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, de artikelen 33*sexies*, 34*ter* en 35;